

Questions orales

Les Américains considèrent ce site, parce que il y a peu de population sur leur côté de la frontière, mais ils ignorent . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Nous en sommes au point où je n'arrive plus à entendre le député. La Chambre pourrait-elle laisser le député poser sa question?

[Français]

M. Cassidy: Je vous remercie, monsieur le Président. Je vais répéter ma question pour la gouverne de la ministre.

Ma Question a trait au dépotoir de déchets nucléaires que les Américains considèrent localiser à Holland Pond, au Vermont, sur la frontière canadienne et avoisinant les Cantons de l'Est; les Américains considèrent ce site parce qu'il y a peu de population sur leur côté de la frontière, mais ils ignorent le fait qu'il y a une population de 200,000 Canadiens dans la région immédiate du côté canadien de la frontière. En vue des risques du dépotoir pour les Canadiens qui continueront pendant des milliers d'années, le gouvernement canadien indiquerait-il clairement aux Américains que ce dépotoir est inacceptable pour les Canadiens?

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, à la demande du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, notre ambassade a immédiatement informé le département d'État de l'intérêt que nous portions à ce dossier. Nos fonctionnaires travaillent activement et suivent de très près le déroulement de ce dossier. Et à titre d'information pour la Chambre, je signalerai qu'une assemblée était convoquée hier où l'honorable député de Sherbrooke (M. Charrest) nous représentait, et je me demande où il était l'opposition—puisque nous aurions peut être pu avoir des intérêts collectifs—et nous avons l'intention de poursuivre notre démarche et de faire en sorte que le dossier . . .

M. Cassidy: Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le gouvernement fait part de l'intérêt des Canadiens dans cette matière. Est-ce que le ministre pourrait dire carrément, ici à la Chambre, que ce projet d'un dépotoir de déchets nucléaires sur la frontière est inacceptable pour le Canada?

Mme Vézina: Monsieur le Président, je viens de dire que nous suivons de près le déroulement de ce dossier, et nous ferons rapport des évaluations qui seront apportées.

* * *

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

ON DEMANDE QUAND L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC SERA SIGNÉE

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre d'État (Forêts). L'industrie forestière étant très importante pour le Québec et, particulièrement, pour ma circonscription de Témiscamingue, est-ce que l'honorable ministre peut me dire aujourd'hui quand précisément il prévoit signer l'entente Canada-Québec sur la mise en valeur des ressources forestières?

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup l'intérêt soutenu que le député porte à cette question. Ce n'est pas la première fois qu'il pose une question à ce sujet. Ces deux derniers jours, nous nous sommes entendus sur une autre modification à apporter à un accord avec le gouvernement du Québec. Nous espérons qu'il s'agira de la dernière à y apporter et que nous pourrions ratifier cet accord mardi prochain à Québec. Il s'agit d'un excellent accord de 300 millions de dollars qui contribuera beaucoup à mettre sur pied les programmes de sylviculture et de gestion forestière dont le Québec et le Canada ont besoin.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR L'INCIDENT SURVENU À KENORA

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et concerne évidemment l'incident de Kenora et plus spécifiquement la question du camion ayant transporté plusieurs carcasses de bœuf dont pratiquement la totalité était destinée à Asbestos, dans ma circonscription. Je comprends que le ministre a rassuré les gens de cette région en signalant qu'il était pour prendre toute les mesures pour, d'une part, les sensibiliser et surtout, d'autre part, les sécuriser, mais, est-ce qu'il peut nous dire combien de carcasses ont été récupérées et à quel moment elles l'ont été?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je crois que le camion était chargé de 57 carcasses. Je le répète, deux quartiers ont été livrés en deux endroits en Ontario. Le meilleur renseignement que je puisse donner sur le nombre des carcasses qui ont été récupérées, c'est le nombre de celles qui ont fait l'objet de tests, soit six au total dont cinq dans la région d'Asbestos, sauf erreur. Il est possible que certains résidents aient pu acheter un quartier de bœuf congelé. Ces achats peuvent être assez facilement retracés. Dans les cas où ce sont des bouchers qui les ont achetés pour les revendre au détail, nous ne pouvons évidemment pas retracer les carcasses. C'est pourquoi j'ai offert les services du Ministère à Sherbrooke. Si les autorités locales veulent nous contacter ou obtenir de l'aide dans ce sens, nous sommes disposés à la leur assurer.

[Français]

LES DÉLAIS D'INTERVENTION DU MINISTÈRE ET DE LA PROVINCE D'ONTARIO

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Environnement. Compte tenu du fait que l'incident de Kenora remonte au 13 avril, et à ce que j'aie pu savoir, il semblerait que les carcasses restantes n'ont été en fait reprises seulement hier ou avant-hier, je voudrais savoir et surtout comprendre pourquoi et comment s'explique un tel délai de la part de votre gouvernement et du gouvernement de l'Ontario?